



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 25/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Colors & Effects France SAS

Colors & Effects France SAS
28, rue de la Chapelle
68331 Huningue

Références : 0006700503_2025-01-02_COLORS_&_EFFECTS_VIIC_suivi
Code AIOT : 0006700503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement Colors & Effects France SAS implanté Colors & Effects France SAS 28, rue de la Chapelle 68331 Huningue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Colors & Effects France SAS
- Colors & Effects France SAS 28, rue de la Chapelle 68331 Huningue
- Code AIOT : 0006700503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLORS AND EFFECTS exploite sur la commune de HUNINGUE des installations de production (par formulation) de pigments soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par plusieurs arrêtés préfectoraux dont le dernier en date du 27/09/06 et est réglementée par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires dont l'arrêté préfectoral du 12/05/16.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Zone dangereuses	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 3	Astreinte	Sursis à l'exécution de l'astreinte jusqu'au 30 avril 2025.
6	EDD	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 7	Astreinte	Sursis à l'exécution de l'astreinte jusqu'au 30 avril 2025.

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Aire de chargement	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure
4	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 5	Levée de mise en demeure
5	Déchets	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 6	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site montrent que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis d'une partie des écarts constatés lors de la visite de contrôle du 27 décembre 2023.

Cependant, certaines dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2023 ne sont pas respectées :

- Point de contrôle n°2 : Le plan de zonage des zones à risques n'est pas mis à jour, car l'étude de danger n'est pas finalisée.
- Point de contrôle n°6 : l'étude de danger n'est pas finalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances, combustibles ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement, par unité et atelier (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, est hebdomadairement tenu à jour. Un plan général des stockages y est annexé. [...].+</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 06/11/2023, l'inventaire de l'état des stocks hebdomadaire avait été présenté à l'Inspection, et il avait été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour certains produits, certains paramètres ne sont pas renseignés, sans explication de l'exploitant. Il a ainsi été observé, sur l'état de danger de la semaine du "2023-11-04", que la mention de l'état physique était manquante pour les produits 9801-2: MONOETHANOLAMIN (MEA) TR:DRUM200 et 9887:CAB 531-1:B020. • La numérotation utilisée pour indiquer les emplacements des stocks ne correspond pas à la même numérotation que celle communiquée sur les plans de l'exploitant pour chacun des bâtiments. • Certaines substances indiquées dans l'état des stocks (par exemple HD2961:CROMOPHTAL®ORD 2961:FXCD) sont stockées hors-site par un prestataire. • Le document était peu exploitable d'un point de vue opérationnel : l'état des stocks est en anglais et non en français (inutilisable sans traduction par les parties prenantes), l'inventaire imprimé a été présenté d'une manière illisible. • Le plan général des stockages est présent, mais avec une légende incomplète. <p>L'exploitant a transmis (en amont de la présente inspection) son état des stocks par mail du 27 novembre 2024. Celui-ci indique la nature, état physique, quantité, emplacement et phrases de risque des matières présentes sur site. L'état des stocks a été modifié pour pouvoir être utilisable une fois imprimé.</p> <p>Cependant, plusieurs problèmes ont été relevés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La quantité est exprimée sans que les unités ne soient précisées. • La numérotation utilisée pour indiquer les emplacements des stocks ne correspond pas à la même numérotation que celle communiquée sur les plans de l'exploitant pour chacun des bâtiments. • Des nombreuses erreurs sont présentes concernant l'état physique des matières. <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'état des stocks est mis à jour de manière hebdomadaire (consultation des deux derniers états des stocks).</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a communiqué par mail du 09 décembre 2024 un état des stocks corrigé. La quantité de stock présent est exprimée en kg. La numérotation utilisée pour indiquer l'emplacement des stocks est cohérente avec celle du plan fourni. Enfin, les erreurs concernant l'état physique des stocks ont été corrigées, et l'état des stocks mis à jour a été communiqué le 12 décembre 2024 par mail de l'exploitant.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Zone dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Zone dangereuses
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services de secours.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p> <p>Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.</p> <p>Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.</p> <p>Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.</p> <p>Ces dangers sont signalés.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant l'emplacement de ces différentes zones.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 06 novembre 2023, l'Inspection avait pu constater que l'exploitant n'avait pas identifié de zones à risques incendies, de zones à risques toxiques, et de manière exhaustive les zones à risques explosion. Lors de cette inspection, il avait été constaté qu'un certain nombre de potentiels de dangers n'était pas identifiés dans l'étude de dangers transmise en 2019.</p> <p>Par mail du 27 novembre 2024, l'exploitant a transmis son plan général indiquant l'emplacement de ces différentes zones.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 06 décembre 2024, l'exploitant a expliqué que la définition des zones à risques était toujours en cours d'évolution car celle-ci est effectuée de manière conjointe à la rédaction de la nouvelle étude de danger.</p> <p>Le plan n'est pas encore mis à jour, il existe des zones à risques identifiées dans l'EDD mais pas encore dans le plan. Le plan devrait mis à jour une fois que l'EDD sera finalisée (mai 2025). La signalisation des dangers sera également mise à jour.</p> <p>La prescription n'est pas respectée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Aire de chargement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de chargement

Prescription contrôlée :
Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches [...]
Constats :
<p>Lors de l'inspection du 06 novembre 2023, il avait été constaté que la zone de dépotage/empotage des liquides inflammables (DMF, DAA, et Acétone) présentait des fissures apparentes ne permettant pas de garantir l'étanchéité de l'aire de chargement/déchargement. [...]</p> <p>Lors de l'inspection du 06 décembre 2024, l'exploitant a expliqué que la zone a été refaite le 9 avril 2024 à l'aide d'une émulsion bitumineuse. Lors de la visite, l'absence de fissure de la zone a été constatée.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 2. 50 % de la capacité des réservoirs associés.+
Constats : <p>Lors du contrôle de 2023, les mesures réalisées sur site et l'examen des plans fournis par l'exploitant n'ont pas permis de justifier d'un volume de rétention suffisant.</p> <p>Lors du contrôle de 2024, l'exploitant a fourni, préalablement à l'inspection, une vue en plan et une vue en coupe de ses rétentions, associées à une note de calcul. Celle-ci justifie que le volume de la rétention est de 542 m³, le volume à confiner étant de 540 m³.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée :

<p>[...] Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 6 novembre 2023, il avait été constaté des anomalies au niveau du stockage des déchets d'oxyde de mésityle situé en extérieur (dans des conteneurs de 1000 litres). Le nom des produits était indiqué mais les symboles de danger n'étaient pas cohérents d'une cuve à l'autre : certaines cuves indiquaient le symbole de produit inflammable, d'autres non. Or, d'après la fiche d'identification du déchet dangereux fournie en aval de la visite de 2023, par l'exploitant, l'oxyde de mésityle est caractérisé comme inflammable et toxique par inhalation. La prescription n'était donc pas respectée en ce qui concerne étiquetage des déchets dangereux.</p> <p>Lors de l'inspection du 6 décembre 2024, les conteneurs d'oxyde de mésityle ne sont plus présents sur site (il s'agissait des restes d'un ancien processus, ils ont été détruits). La zone de stockage de déchets a été inspectée, les déchets sont stockés dans des emballages ou conditionnement (cuves). Par échantillonnage, les étiquettes des produits ont été contrôlées.</p> <p>Cette remarque n'appelle pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : EDD

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, EDD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L181-25 : « Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.[...] »</p> <p>D181-15-2-III : « L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023, il avait été constaté que l'EDD transmise par l'exploitant contenait de nombreux manquements méthodologiques, elle avait été caractérisée comme non-conforme aux dispositions réglementaires opposables en la matière.</p> <p>Le 11 juillet 2024, l'exploitant a envoyé un courrier à la préfecture pour demander une</p>

prolongation du délai accordée pour la complétion de son étude de dangers (celle-ci devait initialement être finalisée le 27 juin 2024, selon l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 décembre 2023). La prolongation demandée était de 6 mois, l'EDD devant donc être finie (selon les engagements pris par l'exploitant) pour le 27 décembre 2024. Lors de la visite d'inspection du 6 décembre 2024, l'exploitant a expliqué que son étude de danger n'est pas encore finalisée. L'identification, la caractérisation et la réduction des potentiels de dangers sont finies, l'étude en est au stade de l'analyse préliminaire des risques. L'EDD devrait être finie vers mai 2025. L'exploitant a annoncé qu'il enverrait un courrier à la préfecture pour prévenir du délai supplémentaire. La prescription n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte